

Bijlage

Getuigschrift voor het vervoer van het soort hert

(Toepassing van het besluit van 9 juni 1988 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1988-1989 in het Waalse Gewest)

Ondergetekende (naam) (voornamen)
 (hoedanigheid)
 wonende te (adres)
 verklaart dat (soort, geslacht en type)
 vervoerd onder dekking van dit getuigschrift, werd geschoten de (datum)
 te (gemeente)
 door (naam en adres)
 Dit getuigschrift is geldig voor de vijf dagen volgend op de hierna vermelde datum.

Te, de 19 ..
 (handtekening)

Op kosten van de begunstigde terug te zenden aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van Waters en Bossen,
 te

Ons bekend en goedgekeurd om gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 9 juni 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie en de K.M.O.'s,
 B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling
 en Gewestelijk Openbaar Ambt,
 E. HISMANS

De Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 1988 dient gelezen te worden zoals hierboven.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 88 — 1937

**4 AVRIL 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
 fixant les modalités de l'aide à l'édition dans la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 19 décembre 1986 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1987, notamment l'article 66.12A, section particulière;

Vu les décrets des 5 novembre 1987 et 18 mars 1988 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de refixer les conditions d'intervention du Fonds d'Aide à l'Édition de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 31 mars 1988,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les limites des disponibilités financières fixées au budget de la Communauté française, il peut être accordé une aide à l'Édition, limitée en principe à 50 % des frais de production des ouvrages.

Art. 2. Il est créé, auprès de la Direction d'Administration de la Lecture publique et de la Promotion des Lettres, une Commission d'Aide à l'Édition dont le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné au sein de cette direction par le Ministre qui a la culture dans ses attributions.

Art. 3. La Commission d'Aide à l'Édition est composée de onze membres nommés par le Ministre qui a la culture dans ses attributions pour un mandat de trois ans. Le président de la commission est désigné par le Ministre parmi les membres de la commission.

Art. 4. La Commission se réunit au moins quatre fois l'an dans la première quinzaine des mois de mars, juin, septembre et décembre pour examiner les demandes d'aide introduites auprès du Fonds d'Aide à l'Édition.

Art. 5. La Commission a une compétence consultative. Elle établit un ordre de priorité parmi les demandes introduites auprès du Fonds et le soumet au Ministre compétent pour décision.

Art. 6. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qui précise notamment les critères d'appréciation qu'elle entend appliquer et la fourchette des montants dans laquelle elle juge approprié de fixer les interventions. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre qui a la Culture dans ses attributions.

Art. 7. La Commission ne prend en considération que les demandes soumises au Fonds dans la forme prévue à l'annexe du présent arrêté.

Art. 8. Les décisions prises font l'objet d'un contrat conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 octobre 1987, portant création d'un conseil de l'édition de la Communauté française de Belgique et actualisant les missions et modalités de fonctionnement de l'aide à l'édition, ainsi que l'arrêté du 8 octobre 1987 portant désignation des membres et président du Conseil de l'Édition de la Communauté française de Belgique, sont abrogés.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur au 4 avril 1988.

Bruxelles, le 4 avril 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX.

EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

Direction générale de la Culture — Administration de la lecture publique et de la promotion des lettres

Contrat d'aide à l'édition

Il est convenu ce qui suit :

Entre la Communauté française de Belgique, représentée par M. Philippe Moureaux, Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ci-dessous désignée, la Communauté
et

Nom de la maison d'édition :

Adresse :

Statut ou forme juridique :

Représenté(e) (s) par :

ci-dessous désigné(e)(s) l'éditeur

Pour l'édition de l'ouvrage intitulé :

Dont l'auteur est :

1. Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du Fonds à l'Édition de la Communauté française dont les modalités de fonctionnement ont été fixées par l'arrêté de l'Exécutif du :

2. Le manuscrit de l'ouvrage faisant l'objet du présent contrat est rédigé en français. Il s'agit :

d'une œuvre originale;

d'une réédition;

d'une traduction d'un ouvrage original intitulé :

appartenant au domaine
destiné plus particulièrement à un public.

3. Le titre de l'ouvrage peut être modifié par avenant au présent contrat.

4. L'éditeur s'engage à publier le manuscrit dans les six mois à dater de la signature du présent contrat, ou si ce délai s'avère insuffisant, à prévenir par écrit motivé la Communauté au plus tard le dernier jour du cinquième mois; le présent contrat sera confirmé par avenant si la Communauté estime le motif suffisant. A défaut, le présent contrat sera réputé nul et non-avenu.

5. Chaque exemplaire mentionnera sur la page de titre, au bas de celle-ci, le fait que : « La publication de l'ouvrage a été encouragée par le Fonds d'Aide à l'Édition de la Communauté française ».

6. L'éditeur s'engage au paiement des droits d'auteur tel que stipulé dans le contrat signé le

Il remettra à la Communauté, un an après la publication de l'ouvrage, un bilan des ventes effectuées et des droits d'auteur payés.

7. L'éditeur remboursera l'avance de fonds qui lui est consentie par le présent contrat, en trois versements échelonnés semestriellement et représentant le premier, la moitié du montant avancé, et les deux suivants, chacun 25 %. La période de remboursement prend cours le premier jour du vingt-quatrième mois suivant celui au cours duquel l'éditeur a reçu cette avance.

Tout retard de remboursement donnera lieu au paiement d'un intérêt fixé au taux de l'intérêt légal, et ce, après mise en demeure de l'éditeur par la Communauté française.

En outre, l'éditeur défaillant sera exclu pour une période de cinq ans du bénéfice de l'aide apportée par le Fonds d'Aide à l'Édition de la Communauté.

8. En cas de faillite, l'éditeur s'engage à désigner la Communauté dans la liste des créanciers remise à son curateur et à signaler immédiatement son état de faillite à la Communauté.
En cas de non respect des dispositions, l'éditeur signataire du présent contrat, ainsi que toute autre société qu'il dirigerait ultérieurement, est exclu définitivement du bénéfice du Fonds d'Aide à l'Édition de la Communauté.
9. L'éditeur s'engage à fournir à la Communauté, sur simple demande de l'administration, tout document ou renseignement qui lui serait réclamé.
10. L'aide consentie par la présente s'élève à francs (..... francs) et le montant semestriel à rembourser est fixé à francs (..... francs), pour la première tranche, et à francs (..... francs) pour les deux suivantes.

La liquidation de cette avance interviendra dès que le fonds aura reçu de l'éditeur un exemplaire de l'ouvrage publié.

Ainsi fait à Bruxelles, en deux exemplaires, dont un pour chacune des parties, le

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Pour la maison d'édition,

P.S. Le remboursement s'effectue au compte n° 000-2001826-37 du Comptable des Recettes de la Communauté française - rue J. Stevens 7, 1000 Bruxelles - avec la mention : « En faveur de l'article 66.12 -- Fonds d'Aide à l'Édition ». Copie du virement sera envoyée à M. Marc Quaghebeur - Premier Attaché Littéraire - Galerie Ravenstein 4 - 2^e étage - bureau 2019 - 1000 Bruxelles.

FONDS D'AIDE A L'ÉDITION DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
FORMULAIRE DE DEMANDE

(A retourner en 15 exemplaires, complétés, datés et signés)

L'aide sollicitée est demandée pour motif suivant :

.....

.....

.....

1. ÉDITEUR : Nom :

Rue — N° — Bte

N° postal : Localité :

Téléphone : — Statut juridique :

Organisme financier et n° de compte :

2. OUVRAGE A PUBLIER : Titre :

Auteur(s) :

Traducteur(s) :

Domaine :

Il s'agit d'une — œuvre originale OUI NON (*)

— réédition OUI NON (*)

— traduction OUI NON (*)

si oui, indiquer le titre original :

3. DEVIS ET COUT DE PUBLICATION : A. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

- Format du papier : — Grammage du papier :
- Procédé d'impression :
- Nombre de signes par page de texte :
- Corps des caractères principalement employés :
- Nombre total de pages :
- Nombre de clichés en noir et blanc : — En couleurs :
- Qualité de la couverture (carton, toile,...) :
- Présentation de la couverture (lettre, graphisme, photo...) :
-
- Genre de reliure :

B. COUT DE PUBLICATION :

a) Frais fixes : — composition du texte .....	:	.....	F
— composition illustrations .....	:	.....	F
— frais de correction .....	:	.....	F
— graphisme .....	:	.....	F
— autres frais fixes à préciser :			
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
		TOTAL a) :	F

(*) = Biffer les mentions inutiles.

b) Frais variables : — papier .....	:	.....	F
— impression (temps de travail, fournitures) .....	:	.....	F
— brochage, reliure .....	:	.....	F
— autres (à préciser) :			
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
		TOTAL b) :	F

TOTAL GENERAL : a + b : F

Tirage total prévu : — Prix de revient unitaire :

IMPRIMEUR : Nom :
 Adresse :
 (joindre obligatoirement le devis).

GRAPHISTE : Nom :
 Adresse :
 (joindre obligatoirement le devis).

4. DISTRIBUTION ET PRIX :

- Prix de vente au public en : — Belgique FB
- France FF
- Suisse FS
- Ailleurs (à préciser)
- A quel public cet ouvrage est-il destiné : — grand public OUI — NON (*)
- public spécialisé OUI — NON (*)
- Si oui, indiquer le(s)quel(s) :
- Plan de promotion et de commercialisation de l'ouvrage et devis relatif à ce plan :

5. DROITS D'AUTEURS : (à compléter par le(s) auteur(s), et éventuellement, le(s) traducteur(s) :

Je reconnais — nous reconnaissons (*) — être lié(s) à l'éditeur qui sollicite la présente aide à l'édition, par un contrat d'édition respectant les règles en usage en matière de droits d'auteurs (joindre le(s) contrat(s)).

SIGNATURE(S) :**6. AIDE DEMANDEE :**

- Montant de l'intervention demandée au Fonds d'Aide à l'Édition de la Communauté française : F
- A-t-on demandé à des organismes d'autres interventions pour la publication de cet ouvrage ? OUI — NON (*) Si oui, indiquer :
- Nom de cet organisme :
- Nature de la réponse :

Je certifie exactes les déclarations ci-dessus.NOM ET PRENOM : **SIGNATURE :**

FONCTION :

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 1937

4 APRIL 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeversbedrijf in de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 december 1986 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1987, inzonderheid op artikel 66.12A, afzonderlijke sectie;

Gelet op de decreten van 5 november 1987 en 18 maart 1988 waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de voorwaarden voor de tegemoetkoming van het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf van de Franse Gemeenschap opnieuw vast te stellen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 31 maart 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Binnen de perken van de geldmiddelen vastgesteld in de begroting van de Franse Gemeenschap, kan een steun aan het uitgeversbedrijf worden toegekend die in principe tot 50 % van de produktiekosten van de werken beperkt is.

Art. 2. Er wordt, bij de Bestuursdirectie voor Openbare Lectuurvoorziening en Bevordering van de Letteren, een Commissie voor Steun aan het Uitgeversbedrijf opgericht waarvan het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar die binnen deze Directie aangewezen wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort.

Art. 3. De Commissie voor Steun aan het Uitgeversbedrijf is samengesteld uit elf leden die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort voor een mandaat van drie jaar worden benoemd. De Voorzitter van de Commissie wordt door de Minister uit de leden van de Commissie aangewezen.

Art. 4. De Commissie vergadert ten minste vier keer per jaar in de eerste veertien dagen van de maanden maart, juni, september en december om de aanvragen om steun die bij het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf worden ingediend, te onderzoeken.

Art. 5. De Commissie heeft een adviserende bevoegdheid. Ze stelt de volgorde van de prioriteiten onder de aanvragen die bij het Fonds worden ingediend en onderwerpt die aan de beslissing van de bevoegde Minister.

Art. 6. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast dat inzonderheid de beoordelingscriteria die ze zal toepassen en de marge van de bedragen waarin ze het geschikt acht de tegemoetkomingen vast te stellen, bepaalt. Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort.

Art. 7. De Commissie neemt alleen de aanvragen in aanmerking die aan het Fonds voorgelegd worden in de in de bijlage van dit besluit bepaalde vorm.

Art. 8. De genomen beslissingen geven aanleiding tot een contract dat dezelfde vorm moet hebben als het bij dit besluit gevoegde model.

Art. 9. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 oktober 1987, houdende oprichting van een Raad voor het Uitgeversbedrijf van de Franse Gemeenschap van België en tot actualisering van de opdrachten en nadere regels voor de werking van de steun voor het uitgeversbedrijf, alsook het besluit van 8 oktober 1987, houdende aanwijzing van de leden en de Voorzitter van de Raad voor het Uitgeversbedrijf van de Franse Gemeenschap van België, worden opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 4 april 1988.

Brussel, 4 april 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

EXECUTIEVE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VAN BELGIE

Algemene Directie van Cultuur — Bestuur voor openbare lectuurvoorziening en bevordering van de letteren

Contract van steun aan het uitgeversbedrijf

De Franse Gemeenschap van België, vertegenwoordigd door de heer Philippe Moureaux, Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna genoemd de Gemeenschap

en
 Naam van de uitgeverij :
 Adres :
 Statuut of rechtsvorm :
 Vertegenwoordigd door :
 hierna genoemd, de uitgever
 Voor de uitgave van het werk waarvan de titel luidt :
 Waarvan de auteur is :

Zijn het volgende overeengekomen :

1. Dit contract wordt gesloten in toepassing van de bepalingen betreffende het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf waarvan de nadere werkingsregels bij het besluit van de Executieve van 4 april 1988 werden vastgesteld.
2. Het manuscript van het werk bedoeld in dit contract moet in het Frans gesteld zijn. Het moet gaan om :
 0 een origineel werk;
 0 een heruitgave;
 0 een vertaling van het originele werk waarvan de titel luidt :
 dat behoort tot het domein van...
 en dat vooral bestemd is voor een publiek...
3. De titel van het werk kan gewijzigd worden door een aanhangsel aan dit contract.
4. De uitgever verbindt zich ertoe het manuscript uit te geven binnen de zes maanden die volgen op de dag van de ondertekening van dit contract, of zo deze termijn onvoldoende blijkt, de Gemeenschap bij een met redenen omkleed schrijven uiterlijk de laatste dag van de vijfde maand te verwittigen; dit contract zal bij een aanhangsel worden bevestigd indien de Gemeenschap de reden voldoende acht. Zo niet, dan wordt dit contract van nul en gener waarde beschouwd.
5. Ieder exemplaar zal op het titelblad, onderaan op dat blad, vermelden dat « De uitgave van het werk bevorderd werd door het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf van de Franse Gemeenschap ».
6. De uitgever verbindt zich tot het betalen van de auteursrechten zoals bepaald in het contract dat op werd ondertekend.
 Een jaar na de publicatie van het werk zal hij aan de Gemeenschap een balans overzenden van de gedane verkopen en van de betaalde auteursrechten.
7. De uitgever zal het voorschot dat hem bij dit contract toegekend wordt terugbetalen, in drie stortingen die om de zes maanden geschieden en die, voor de eerste, de helft van het voorgeschoten bedrag, en voor de twee volgende, telkens 25 % vertegenwoordigen. De periode voor de terugbetaling begint de eerste dag van de vierentwintigste maand die volgt op die waarin de uitgever dit voorschot heeft ontvangen.
 Elke vertraging in de terugbetaling zal aanleiding geven tot de betaling van een interest vastgesteld tegen de voet van de wettelijke interest, en dit, na aanmaning van de uitgever door de Franse Gemeenschap.
 Deze uitgever zal bovendien voor een periode van vijf jaar niet meer in aanmerking komen voor het genot van de tegemoetkoming van het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf van de Gemeenschap.
8. In geval van faillissement, verbindt de uitgever zich ertoe de Gemeenschap te vermelden in de schuldeiserslijst die hij aan zijn curator afgeeft en zijn faillissementstaat onmiddellijk aan de Gemeenschap mede te delen.
 In geval van niet-naleving van de bepalingen, zal de uitgever die dit contract heeft ondertekend, alsook elke andere maatschappij die hij later zou leiden, nooit meer in aanmerking kunnen komen voor het genot van de tegemoetkoming van het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf van de Gemeenschap.
9. De uitgever verbindt zich ertoe aan de Gemeenschap op aanvraag van de administratie, elk document of elke inlichting dat van hem zou worden verlangd, te bezorgen.
10. De steun die bij deze overeenkomst wordt verleend bedraagt frank (..... frank) en het bedrag dat om de zes maanden moet worden terugbetaald wordt vastgesteld op frank (..... frank), voor de eerste schijf, en op frank (..... frank) voor de twee volgende.

De betaling van dat voorschot zal geschieden, zodra het fonds van de uitgever een exemplaar van het uitgeven werk zal hebben gekregen.

Aldus opgemaakt te Brussel, in twee exemplaren, waarvan één voor elke partij, op

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,

Voor de uitgeverij,

P.S. De terugbetaling geschiedt op rekening nr. 000-2001826-37 van de Rekenplichtige der ontvangsten van de Franse Gemeenschap - J. Stevensstraat 7, 1000 Brusse. met de vermelding : « Voor artikel 66.12 — Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf ». Een afschrift van de overschrijving moet aan de heer Marc Quaghebeur, Eerste Litterair Attaché, Ravenstein Galerij 4, 2de verdieping, bureau 2019, 1000 Brussel, worden gestuurd.

FONDS VOOR STEUN AAN HET UITGEVERSBEDRIJF VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
AANVRAAG FORMULIER

(Terug te sturen in 15 ingevulde, gedateerde en getekende exemplaren)

De steun wordt gevraagd om de volgende reden :

.....

.....

.....

1. **UITGEVER** : Naam :

Straat — Nr. — Bus

Postnummer : Plaats :

Telefoon : — Rechtsvorm :

Financiële instelling en rekeningnummer :

2. **UIT TE GEVEN WERK** : Titel :

Auteur(s) :

Vertaler(s) :

Domein :

Het betreft — een origineel werk JA NEEN (*)

— een heruitgave JA NEEN (*)

— vertaling JA NEEN (*)

indien het om een vertaling gaat, de originele titel vermelden :

3. **BESTEK EN PUBLIKATIEKOSTEN** : A. TECHNISCHE KENMERKEN :

- Formaat van het papier : — Gramgewicht van het papier :
- Drukprocédé :
- Aantal tekens per pagina :
- Corps van de voornamelijk gebruikte drukletters :
- Totaal aantal bladzijden :
- Aantal clichés in zwart-wit : — In kleuren :
- Kwaliteit van de omslag (karton, linnen,...) :
- Opmaak van de omslag (letter, grafische vormgeving, foto...) :
-
- Type van boekbinden :

B. PUBLIKATIEKOSTEN :

a) Vaste kosten : — zetsel van de tekst F

— reproductie van de illustraties F

— correctiekosten F

— grafische vormgeving F

— andere nader te bepalen vaste kosten :

..... : F

..... : F

..... : F

TOTAAL a) : F

(*) = Doorhalen wat niet verlangd wordt.

b) Veranderlijke kosten : — papier F

— druk (werktijd en kantoorbehoeften) F

— afwerking, boekbinden F

— andere (nader te bepalen) :

..... : F

..... : F

..... : F

TOTAAL b) : F

ALGEMEEN TOTAAL : a + b : F

Totale voorziene oplage : — Kostprijs per eenheid :

DRUKKER : Naam :
 Adres :
 (bestek verplicht bijvoegen).

GRAFIST : Naam :
 Adres :
 (bestek verplicht bijvoegen).

4. VERDELING EN PRIJZEN :

- Verkoopprijs voor het publiek : — in België BF
- in Frankrijk FF
- in Zwitserland ZwF
- elders (nader te bepalen)
- Voor welk publiek is dit werk bestemd : — groot publiek JA — NEEN (*)
- gespecialiseerd publiek JA — NEEN (*)

Zo ja, vermeld het(de) welk(e) :

- Plan voor de bevordering en commercialisatie van het werk en bestek betreffende dit plan :
-

5. AUTEURSRECHTEN : (door de auteur(s), en eventueel de vertaler(s) in te vullen)

Ik verklaar — wij verklaren (*) — verbonden te zijn aan de uitgever die deze steun aan het uitgeversbedrijf aanvraagt, door een uitgeverscontract dat de gebruikelijke regels inzake auteursrechten volgt ((het)de contract(en) bijvoegen).

TEKENING(EN) :

6. GEVRAAGDE STEUN :

- Bedrag van de tegemoetkoming gevraagd
 aan het Fonds voor Steun aan het Uitgeversbedrijf van de Franse Gemeenschap : F
- Werden andere tegemoetkomingen aan instellingen gevraagd voor de publikatie van dit werk ?
 JA — NEEN (*) Zo ja, vermeld :
- de naam van die instelling :
- de aard van het antwoord :

Ik verkaar de hierboven vermelde mededelingen voor echt.

NAAM EN VOORNAAM : **TEKENING :**

FUNCTIE :

F. 88 — 1938

23 SEPTEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté du 23 décembre 1981 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1981, déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Communauté française, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 16 novembre 1983, 5 juin 1986 et 3 mars 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 mai 1988 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'adapter rapidement les dispositions relatives au contingent kilométrique à l'accroissement du cadre des Cabinets ministériels;

Vu l'avis favorable remis par l'Inspection des Finances en date du 28 juillet 1988;